CONVENTION D'ENGAGEMENT MUTUEL POUR L'ACCOMPAGNEMENT D'UN PLAN DE MOBILITÉ EMPLOYEUR (PDME) OU EMPLOYEUR COMMUN (PDMEC)

Entre La Métropole Aix-Marseille-Provence, représentée par sa Présidente, Madame Martine VASSAL dûment autorisée par délibération du Bureau de la Métropole, dont le siège est fixé au Palais du Pharo – 58 Bd Charles Livon – 13007 MARSEILLE

ci-après dénommée « la Métropole Aix-Marseille-Provence »,

Et Association ou Entreprise représentée par son ou sa (Fonction) M. ou Mme + Prénom/Nom, dont le siège est situé : Adresse complète Code Postal + Ville

ci-après dénommée NOM d'usage de l'Entreprise ou Association, employeur, entreprise (ou groupement d'employeurs ou d'entreprises)

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

L'usage de la voiture pour un seul conducteur sur les trajets domicile/travail même de courtes distances est encore trop largement pratiqué.

Ce n'est pas sans soulever questions et enjeux lourds : en matière de santé publique, d'impact environnemental, de coûts pour les collaborateurs et les entreprises.

La Métropole Aix-Marseille-Provence souhaite accompagner les entreprises et les zones d'activités de son territoire dans la recherche de solutions d'intermodalité et d'écomobilité.

L'accompagnement :

La Métropole Aix-Marseille-Provence offre aux employeurs et associations de zones d'activités / groupement d'employeur une assistance méthodologique pour concevoir, mettre en œuvre et animer leur(s) plan(s) de mobilité.

Cette assistance pourra se traduire par la mise à disposition d'une équipe de consultants en mobilité spécialisés pour :

- mener des études d'accessibilité à des sites,
- organiser / participer à des animations mobilité à destination des collaborateurs,
- accompagner collectivement ou individuellement la conduite du changement.

L'accès à ce service, « le conseil mobipro » est accessible en formalisant un partenariat, sous forme de convention d'engagement bipartite entre la Collectivité et l'employeur ou l'association de zone / groupement d'employeurs, où chacun s'engage concrètement dans le ciblage d'objectifs partagés, la mise en œuvre d'un Plan de Mobilité Employeur ou Employeur Commun, son animation sur la durée, et dans l'évaluation du résultat des actions sur la base de critères spécifiques.

Les objectifs stratégiques :

- ✓ Soutenir l'attractivité économique du territoire,
- ✓ Lutter contre les pollutions induites par les déplacements routiers, dans un département soumis à un Plan de Protection de l'Atmosphère (PPA),
- ✓ Renforcer l'attractivité de l'entreprise ou de la zone d'activités,
- ✓ Réduire la circulation automobile et les surcoûts qu'elle implique pour les collaborateurs, les collectivités et les entreprises,
- ✓ Améliorer le confort au travail,

- ✓ Valoriser le foncier en limitant le besoin de stationnement automobile,
- ✓ Réduire l'accidentalité.

Les objectifs opérationnels :

- ✓ Réduire la part d'usage de l'automobile en solo,
- ✓ Réduire les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) et la pollution issue de la circulation routière,
- ✓ Augmenter la fréquentation des transports collectifs,
- ✓ Augmenter la pratique de l'autopartage et du covoiturage,
- ✓ Développer les infrastructures favorables à la pratique des modes actifs : la marche et le vélo,
- ✓ Orienter les rythmes et l'organisation du travail vers des cycles favorables à l'écomobilité et le confort des collaborateurs au travail (télétravail, adaptation des horaires, espaces de « co-working »),
- ✓ Rationaliser le besoin en espaces de stationnement.

Le cadre législatif :

- **1996 : LAURE** (Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie) Loi fondatrice du lien entre mobilité et qualité/pollution de l'air
- **1996 – 2025 : PPA** (Plans de Protection de l'Atmosphère) Certains PPA imposent la réalisation des Plan De Mobilité (PDME). Le PPA des Bouches-du-Rhône impose aux employeurs regroupant plus de 100 collaborateurs sur le même site d'établir un PDME et le transmettre à leur Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)
- **2010 : Ordonnance (Code des Transports)** Les Plans de Déplacements Urbains (PDU) doivent inciter les entreprises à réaliser un PDME
- **2015 : LTECV** (Loi de transition énergétique pour la croissance verte) Obligation de PDME pour les sites de plus de 100 salariés au sein des PDU
- **2019 : LOM (Loi d'Orientation des Mobilités)** avec la mise en place de nouveaux outils pour les AOM : plan de mobilité simplifié, zone à faibles émissions. La LOM vise à encourager le développement du vélo comme mode de transport à part entière et le développement de la mobilité électrique (bornes IRVE, flotte de véhicules...). Il propose un cadre pour les nouvelles mobilités (véhicules autonomes, covoiturage quotidien, trottinettes électriques...) et favorise les déplacements domicile-travail plus propres (forfait mobilité durable, plan de mobilité employeur...)

Cet arsenal juridique, a principalement vocation à **inciter, encourager et aider à la réalisation des Plans de Mobilité Employeurs.**

Les cahiers du Plan de Mobilité Métropolitain (PDMM, anciennement PDU), ont défini les orientations et actions à mettre en œuvre sur le territoire de la Métropole Aix-Marseille-Provence jusqu'à 2030, dont notamment :

- Sur la base des chiffres connus de 2017 du nombre global de kilomètres générés par les déplacements des métropolitains, des objectifs de parts modales à l'horizon 2030 :

▪ 41 % Véhicules légers	(dont <u> </u> - 5 % d'autosolisme)
▪ 13 % Transports en commun	(<u> </u> + 4 %)
▪ 40 % Modes actifs : Vélo + marche	(<u> </u> + 8 %)
Induisant :	
▪ Une baisse globale des flux routiers de	<u> </u> - 8 % (poids-lourds inclus)
▪ Une baisse des émissions de NOx de	<u> </u> - 67 %
et des émissions de particules fines de	<u> </u> - 46 %

(émissions principalement dues aux moteurs diesel)

- Identifier la démarche des PDME comme étant un levier majeur dans le report modal des actifs.

Ce document est accessible sur le site via le conseil mobipro mobipro.ampmetropole.fr

ARTICLE 1 - Objet de la Convention

Cette convention a pour objet d'établir les engagements respectifs de l'employeur ou de l'association de zone au nom du collectif d'employeurs qu'elle représente, et de la Collectivité, pour faciliter et favoriser dans le cadre d'un Plan de Mobilité, la lutte contre l'autosolisme et l'augmentation de la part modale des modes de transport durables pour les déplacements domicile-travail ou professionnels des collaborateurs et des visiteurs.

ARTICLE 2 - Engagements de l'Employeur (ou groupement d'employeurs)

L'employeur (ou groupement d'employeurs) s'engage à :

- Désigner nommément un référent pour le Plan de Mobilité et assurer la pérennité du contact dans le temps, qui sera l'interlocuteur privilégié de la Collectivité,
- Relayer auprès de ses collaborateurs les informations sur les services de mobilité adressés par la Collectivité ainsi que les documents spécifiques à destination des collaborateurs,
- Réaliser ou actualiser un état des lieux des pratiques des collaborateurs et de l'entreprise,
- Adopter un plan d'action avec un calendrier de mise en œuvre permettant d'orienter la mobilité vers les modes alternatifs à la voiture individuelle,
- Définir un cadre pour les indicateurs de mesure, permettant d'évaluer l'efficacité des actions mises en œuvre, dont au minimum :
 - Pourcentage des parts modales (progression de la part des transports collectifs, du covoiturage, et des modes actifs en regard de la baisse de l'autosolisme)
 - Nombre global de kilomètres effectués liés aux trajets domicile-travail, pauses méridiennes et générés par l'activité de l'entreprise (mesure du nombre global de trajets et kilomètres évités)
 - Volume des polluants émis par les trajets domicile-travail, pauses méridiennes et liés à l'activité de l'entreprise (baisse des taux d'émissions des Co² et NOx (plus globalement GES)
- **Évaluer annuellement les résultats des actions.**
- Viser un objectif de baisse de l'autosolisme et de report modal vers des modes de transports durables
- Adresser à la Métropole Aix-Marseille-Provence l'état des lieux détaillé, le Plan de Mobilité Employeur ou Employeurs Commun incluant le plan d'action, le calendrier de mise en œuvre, les objectifs cible pluriannuels, puis assurer son suivi et mise à jour régulièrement l'évaluation du PDME avec les mesures correctrices s'il y a lieu.

ARTICLE 3 - Engagements de la Collectivité

La Collectivité, en tant qu'Autorité Organisatrice de la Mobilité s'engage à accompagner l'Employeur (ou groupement d'employeurs) sur le plan méthodologique pour la mise en place du plan d'action.

Elle s'engage notamment à :

- Adresser à l'employeur (ou groupement d'employeurs) les informations relatives aux services de mobilité pouvant être utiles à ses collaborateurs et visiteurs,
- Organiser prioritairement pour l'employeur (ou groupement d'employeurs) des animations permettant d'aider à la mise en œuvre de son plan et de sa communication,
- Contribuer à faciliter le test des modes de transports les plus respectueux de l'environnement,
- Entretenir une continuité de conseil et d'assistance technique à la mise en place opérationnelle et durant les phases d'animation du Plan de Mobilité,
- Engager les études nécessaires à l'adaptation et structuration de l'offre de transports collectifs, dès lors que le potentiel d'utilisateurs évalué est significatif et que l'entreprise s'engage par tous les moyens de levier qui lui sont accessibles à privilégier son utilisation,
- Étudier l'accompagnement financier de certaines mesures qui relèveraient de l'investissement en équipements publics.

ARTICLE 4 - Évaluation du Plan de Mobilité Employeur

Le Plan de Mobilité Employeur fera l'objet d'une évaluation annuelle suivie conjointement par l'Employeur (ou groupement d'employeurs), la Métropole Aix-Marseille-Provence et l'Association de zone s'il y a lieu. Cette évaluation sera réalisée par l'employeur, sur la base des indicateurs de mesure précités. Les évolutions des habitudes de déplacement de ses collaborateurs, et l'avancement de mise en œuvre du plan d'action, feront l'objet d'un rapport auprès de la Métropole Aix-Marseille-Provence, le cas échéant sous la forme d'un formulaire ou questionnaire que la Collectivité aura pu préalablement mettre à la disposition de l'employeur (ou groupement d'employeurs).

ARTICLE 5 - Durée de la convention

La présente convention entrera en application le ... (Date : xx/xx/20xx OU texte ex. : "à la date de notification") et restera en vigueur jusqu'à la résiliation de celle-ci.

ARTICLE 6 - Résiliation de la convention

La convention pourra prendre fin :

- D'un commun accord ;
- À la demande de l'une ou l'autre des parties à tout moment, (sous réserve de respecter un préavis de 3 mois) ;
- En cas de modifications substantielles du cadre législatif encadrant le Plan de Mobilité.

Fait en 2 exemplaires à Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte. Le Date = xx/ xx /20xx,

Pour Association ou Employeur

M. ou Mme + Prénom/Nom
son ou sa (Fonction)

Pour la Métropole Aix-Marseille-Provence

Vice-Président Délégué aux Transports et
aux Mobilités durables